

MAIRIE DE PEGOMAS



06580

Téléphone : 04 93 42 22 22

Télécopie : 04 97 05 25 50

PROCES-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU MARDI 21 JANVIER 2025 A 18 H 00

L'An Deux Mille Vingt-Cinq et le Vingt et Un du mois de Janvier à Dix-Huit heures, le Conseil Municipal de Pégomas, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pégomas, salle du conseil, sous la présidence de Mme SIMON Florence, Maire, à la suite de la convocation adressée et publiée le 15 janvier 2025.

Etaient Présent(e)s :

Mme SIMON Florence, Maire

M. VOGEL Dominique, 1^{er} adjoint

Mme DUPUY Martine, 2^{ème} adjoint

M. COMBE Marc, 3^{ème} adjoint

Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, 4^{ème} adjoint

M. BERNARDI Serge, 5^{ème} adjoint

Mme MEY Josiane, 6^{ème} adjoint

M. BERTAINA Jean-Pierre, 7^{ème} adjoint

Mme BOURLIER Sandra, 8^{ème} adjoint,

Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme POGGIOLI Isabelle, M. VAUTE Cédric, Mme FOUCHER Sandy arrive à 18 H 18 et vote toutes les délibérations, Mme GOUSSEFF Valérie, M. GODILLOT Yannick

Etaient absent(e)s excusé(e)s : Mme LALLEMENT Sagane, Mme BARON Nathalie, M. BOULIER Patrick

Etaient absent(e)s, ayant donné un pouvoir :

M. KARALIC Yves à M. Jean-Pierre BERTAINA, Mme JOURNO Sarah à M. Serge BERNARDI, Mme CREACH Julie à M. PELLETIER Thierry, M. FORNASERO Didier à Mme GOUSSEFF Valérie

A été désignée secrétaire de séance : Mme UBALDI Martine

Le quorum est atteint pour délibérer valablement.

Le procès-verbal de la séance du 03 décembre 2024 est transmis aux élus et il est approuvé. Mme le Maire rend compte de ses décisions prises en vertu des articles L2122-22 et L2122-23 du CGCT. Aucune remarque n'est formulée par les élus. Les décisions dont la liste est ci-après sont validées :

COMPTE-RENDU DU MAIRE ART L2122-23 du CGCT-DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL EN VERTU DE L'ARTICLE L2122-22 DU CGCT-CM 21/01/2025

	<u>CONTRATS-CONVENTIONS</u>		
	NEANT		
	<u>MAPA</u>		
2024-01	REFECTION DES CHEMINS COMMUNAUX 2024	10/06/2024	98 630,00 € HT
	<u>MARCHES</u>		
	NEANT		
	<u>OCCUPATION PRECAIRE DOMAINE PUBLIC</u>		
	NEANT		
	<u>INDEMNITES DE SINISTRES ACCEPTEES</u>		
	NEANT		
	<u>REGIES COMPTABLES</u>		
	NEANT		
	<u>CONCESSIONS FUNERAIRES</u>		
BION Michele + BASQUIN Nathalie	CONCESSION COLOMBARIUM	24/06/2024	2 PLACES - 30 ANS - 4 564,00 € (540,00 € PART CCAS + 1 080,00 € PART MAIRIE + CONSTRUCTION 2 944,00 €)
DELEVOYE Luc	CONCESSION COLOMBARIUM	27/05/2024	1 CASE - 10 ANS - 820,00 € (120,00 € PART CCAS + 240,00 € PART MAIRIE + CONSTRUCTION 460,00 €)
CARBONE Marie-Therese	CONCESSION CIMETIERE	18/06/2024	2 PLACES 15 ANS - 640,00 € (213,33 € PART CCAS + 426,67 € PART MAIRIE)
MAGALI RINAUDO NEE FIGUEREDO	CONCESSION COLOMBARIUM	19/06/2024	4 URNES - 20 ANS POUR DEFUNT ARBOGAST MARIE-LOUISE - 956,00 € (165,33 € PART CCAS + 330,67 € PART MAIRIE + CONSTRUCTION 460,00 €)
RISTIC Milka	CONCESSION CIMETIERE	10/12/2024	ENFEU TIROIR - 15 ans - 2 444 € (293,33 € PART CCAS + 586,67 € PART MAIRIE + CONSTRUCTION 1 564 €)
ROYANT ROSE	PARCELLE N° 11 CIMETIERE CLAVARY	31/12/2024	2 PLACES - 30 ANS - 3 483 € (486,67 € PART CCAS + 973,33 € PART MAIRIE + CONSTRUCTION 2 023,00 €)
ROSPIDE PATRICIA	ENFEU TIROIR	31/12/2024	2 PLACES - 50 ANS DEFUNT MME BUREAU NICOLE - 4 163,00 € (713,33 € PART CCAS + 1 476,67 € PART MAIRIE + CONSTRUCTION 2 023,00 €)
	<u>ACCEPTATION DONS</u>		

	NEANT			
	FRAIS, HONORAIRES DES AVOCATS ACTION EN JUSTICE ET EXPERTS			
	AFFAIRE GOUTY/RAMONDA - PROVISION PREJUDICE CORPOREL	05/10/2024		TRIBUNAL DE GRASSE - PROTECTION FONCTIONNELLE AGENT PM - 700€
	AFFAIRE RAMONDA / GOUTY - PROVISION EXPERTISE PEGOMAS/CONVENTION - DOSSIER N° 202.058 - DEPLACEMENT	25/11/2024		TRIBUNAL DE GRASSE - PROTECTION FONCTIONNELLE AGENT PM - 750€
	PEGOMAS/CONVENTION - DOSSIER N° 202.058 - MODELES COMMODATS	12/02/2024		DEPLACEMENT HONORAIRES 62,56 €
	AUDIENCE RAMONDA/GOUTY 5.10.24	24/09/2024		HONORAIRES 600,00 €
	AFFAIRE PEGOMAS/BODINO - DOSSIER n° 2023.010	28/10/2024		HONORAIRES 1 800,00 €
	FRAIS DEPLACEMENT RAMONDA/GOUTY 5.10.24 - DOSSIER n° 2024.092	28/10/2024		HONORAIRES 1 680,00 €
	AFFAIRE PEGOMAS /BODINO DOSSIER 2023-010 - TA NICE 23.00367	28/10/2024		HONORAIRES DEPLACEMENT TJ DE GRASSE 79,13 €
	PEGOMAS / YAHYADOU DOSSIER N° 2024.098	27/11/2024		HONORAIRES 600,00 €
		27/11/2024		HONORAIRES 1 560,00 €
	ALIENATION DE BIENS MOBILIERS			
	NEANT			
	REGLEMENT DES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DES ACCIDENTS			
	NEANT			
	REMBOURSEMENT DE FRAIS DE PROCEDURE			
	NEANT			
	COTISATIONS VERSEES A DES ASSOCIATIONS			
	NEANT			
	DECISIONS			
	2024_20	03/09/2024		Cession d'une balayeuse en l'état à M. DRAIME Abdoulaye au prix de 1 260 €
	2024_21	04/10/2024		Remboursement à un agent, en situation d'handicap d'une partie de ses frais pour l'achat de prothèses auditives dans la limite du montant de l'aide de 1290 €
	2024_22	17/12/2024		Demande de subvention pour la modernisation de la médiathèque pour des travaux de rénovation (phase 2)- Montant estimatif des travaux : 13 052,80 € HT
	2024_23	17/12/2024		Demande de subvention pour la modernisation de la médiathèque pour l'acquisition de mobiliers-Estimatif des achats : 32 565,93 € HT

**ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL
DU MARDI 21 JANVIER 2025 A 18 H 00**

- Approbation du procès-verbal de la séance du Mardi 03 décembre 2025.
- Désignation du secrétaire de séance
- Tableau des décisions

DELIBERATIONS

URBANISME

1. RAPPORT TRIENNAL RELATIF A L'ARTIFICIALISATION DES SOLS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2231.1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (DL2025_01)

ENERGIE

2. MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC EN VUE DE L'INSTALLATION ET DE L'EXPLOITATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE SUR OMBRIERE DE PARKING (DL2025_02)

FINANCES

3. ACOMPTE SUR SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)
A VERSER SUR L'EXERCICE 2025 – BUDGET PRINCIPAL (DL2025_03)

4. ATTRIBUTION DE CHEQUES CADEAUX AU PERSONNEL COMMUNAL (DL2025_04)

5. NOUVELLE CATEGORIE D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS AU 1^{ER} JANVIER 2025
(DL2025_05)

POLE EDUCATION ENFANCE JEUNESSE – PETITE ENFANCE

6. MODIFICATION DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT « LA COQUILLE » - FOURNITURE DES COUCHES A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2025 (DL2025_06)

INTERCOMMUNALITE

7. COMMUNICATION DES RAPPORTS ANNUELS DES SYNDICATS INTERCOMMUNAUX ET DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE (DL2025_07)

RESSOURCES HUMAINES

8. CREATION D'UN EMPLOI FONCTIONNEL DE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES (DL2024_08)

DELIBERATIONS

URBANISME

1. RAPPORT TRIENNAL RELATIF A L'ARTIFICIALISATION DES SOLS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2231.1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (DL2025_01)

1.1 EXPOSE DE M. SERGE BERNARDI, RAPPORTEUR :

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « loi Climat et résilience » ;

Vu les articles L.2231-1 et R.2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 11 mars 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pégomas ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 17 mai 2022 approuvant la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pégomas,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 19 décembre 2023, prescrivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pégomas,

Considérant le Plan Local d'urbanisme (PLU) approuvé le 11 mars 2019, modifié le 17 mai 2022 et mis en révision générale le 19 décembre 2023 ;

Considérant les objectifs poursuivis dans le cadre de cette procédure d'évolution du PLU visant plus spécifiquement à intégrer le Loi Climat et Résilience, notamment en ce qui concerne la lutte contre l'artificialisation des sols et l'objectif d'atteindre le Zéro Artificialisation Nette à 2050 ;

Considérant le rapport triennal sur l'artificialisation des sols annexé à la présente délibération ;

Il est proposé au conseil municipal de débattre sur ces éléments avant de donner un avis sur le rapport présenté.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- **DE PRENDRE ACTE** du débat tenu en séance sur le rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols,
- **DE RENDRE UN AVIS FAVORABLE** sur le rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols,
- **DE DIRE** qu'en application de l'article L.2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente délibération et le rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols qui lui est annexé seront transmis à :
 - o .. Monsieur Le Préfet de la Région Sud PACA,
 - o .. Monsieur Le Préfet des Alpes-Maritimes,

- .. Monsieur Le Président de la Région Sud PACA,
- .. Monsieur Le Président du Syndicat Mixte du SCoT'Ouest des Alpes-Maritimes,
- .. Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et elle sera publiée sur le site internet de la commune.

1.2 DISCUSSION :

M. Godillot : et si on consomme toute l'enveloppe foncière, quelles sont les conséquences ?
Madame le Maire donne la parole à Anaïs TRIDEAU : on serait obligés de refuser les permis.

1.3 DECISION :

Le conseil municipal ouï cet exposé et après en avoir délibéré par **26 VOIX POUR**

Mme SIMON Florence, M. VOGEL Dominique, Mme DUPUY Martine, M. COMBE Marc, Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, M. BERNARDI Serge, Mme MEY Josiane, M. BERTAINA Jean-Pierre, Mme BOURLIER Sandra, Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. KARALIC Yves (pouvoir à M. Jean-Pierre BERTAINA), M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme JOURNO Sarah (pouvoir à M. Serge BERNARDI), Mme POGGIOLI Isabelle, M. VAUTE Cédric, Mme CREACH Julie (pouvoir à M. PELLETIER Thierry), Mme FOUCHER Sandy, Mme GOUSSEFF Valérie, M. FORNASERO Didier (pouvoir à Mme GOUSSEFF Valérie), M. GODILLOT Yannick

DECIDE :

- **DE PRENDRE ACTE** du débat tenu en séance sur le rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols,
- **DE RENDRE UN AVIS FAVORABLE** sur le rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols,
- **DE DIRE** qu'en application de l'article L.2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente délibération et le rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols qui lui est annexé seront transmis à :
 - Monsieur Le Préfet de la Région Sud PACA,
 - Monsieur Le Préfet des Alpes-Maritimes,
 - Monsieur Le Président de la Région Sud PACA,
 - Monsieur Le Président du Syndicat Mixte du SCoT'Ouest des Alpes-Maritimes,
 - Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et elle sera publiée sur le site internet de la commune.

ENERGIE

2. MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC EN VUE DE L'INSTALLATION ET DE L'EXPLOITATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE SUR OMBRIERE DE PARKING (DL2025_02)

2.1 EXPOSE DE M. JEAN-PIERRE BERTAINA :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L 2122-1, L2122-1-4 et L2125-1,

Vu l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques,

Vu le décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 ayant pour objet de fixer les modalités d'application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER), prévoyant pour des parcs de stationnement de plus de 1 500 m² une obligation d'installation d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables.

La commune de Pégomas a reçu un appel à manifestation d'intérêt spontanée de la part de la SEML Green Energie 06 qui est le dernier dispositif mis en place par le Département pour favoriser des énergies renouvelables sur le département des Alpes-Maritimes. Cette candidature spontanée a été adressée pour le financement de la construction de la couverture du parking de la salle Mistral, du boulodrome et du city stade, pour l'exploitation et la maintenance des équipements photovoltaïques. Pour faire suite à une manifestation d'intérêt spontanée par un opérateur économique, il est obligatoire d'identifier les opérateurs économiques susceptibles de proposer une solution répondant à un besoin et d'entamer avec eux un dialogue technique. Ainsi, un appel à manifestation d'intérêt qui est une procédure de la commande publique, a été lancé au mois de novembre dernier.

Un seul candidat a déposé son offre, la société Green Energy 06 – SEE YOU SUN.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- **DE RETENIR** l'offre de Green Energy 06 – SEE YOU SUN.
- **DE CONCLURE** une convention d'occupation du domaine public avec cette société de projet, pour une durée de 30 ans à compter de la date de fin des travaux et de mise en service des installations et moyennant une redevance annuelle de 100€/an.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer pour le compte de la commune tous documents à intervenir dans cette affaire.

2.2 DISCUSSION :

Pas d'observation

2.3 DECISION :

Le conseil municipal ouï cet exposé et après en avoir délibéré par **26 VOIX POUR**

Mme SIMON Florence, M. VOGEL Dominique, Mme DUPUY Martine, M. COMBE Marc, Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, M. BERNARDI Serge, Mme MEY Josiane, M. BERTAINA Jean-Pierre, Mme BOURLIER Sandra, Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. KARALIC Yves (pouvoir à M. Jean-Pierre BERTAINA), M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme JOURNO Sarah (pouvoir à M. Serge BERNARDI), Mme POGGIOLI Isabelle, M. VAUTE Cédric, Mme CREACH Julie (pouvoir à M.

PELLETIER Thierry), Mme FOUCHER Sandy, Mme GOUSSEFF Valérie, M. FORNASERO Didier (pouvoir à Mme GOUSSEFF Valérie), M. GODILLOT Yannick

DECIDE :

- **DE RETENIR** l'offre de Green Energy 06 – SEE YOU SUN.
- **DE CONCLURE** une convention d'occupation du domaine public avec cette société de projet, pour une durée de 30 ans à compter de la date de fin des travaux et de mise en service des installations et moyennant une redevance annuelle de 100€/an.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer pour le compte de la commune tous documents à intervenir dans cette affaire.

FINANCES

3. ACOMPTE SUR SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)
A VERSER SUR L'EXERCICE 2025 – BUDGET PRINCIPAL
(DL2025_03)

3.1 EXPOSE DE MME MARTINE DUPUY, RAPPORTEUR :

La commune de Pégomas a versé au CCAS une subvention de fonctionnement d'un montant de 258 210 € sur l'exercice 2024.

Afin de leur assurer un bon fonctionnement sur les premiers mois de l'année 2025, il conviendra de leur verser un acompte sur subvention 2025. Cet acompte leur sera versé dans le courant du mois de janvier 2025.

ETABLISSEMENT	MONTANT VERSE EN 2024	AVANCE SUR SUBVENTION 2025
CCAS	258 210 €	60 000 €

Il est proposé au conseil municipal :

- **D'AUTORISER** le versement d'un acompte sur subvention 2025 au CCAS de Pégomas pour la somme de 60 000 €, versement qui sera effectué en janvier 2025 sur le budget principal 2025,
- **DE DIRE** que les crédits seront inscrits au budget primitif 2025 – art 657362 « Subventions de fonctionnement versées au CCAS ».

3.2 DISCUSSION :

Pas d'observation

3.3 DECISION :

Le conseil municipal ouï cet exposé et après en avoir délibéré par **26 VOIX POUR** Mme SIMON Florence, M. VOGEL Dominique, Mme DUPUY Martine, M. COMBE Marc, Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, M. BERNARDI Serge, Mme MEY Josiane, M. BERTAINA Jean-Pierre, Mme BOURLIER Sandra, Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. KARALIC Yves (pouvoir à M. Jean-Pierre

BERTAINA), M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme JOURNO Sarah (pouvoir à M. Serge BERNARDI), Mme POGGIOLI Isabelle, M. VAUTE Cédric, Mme CREACH Julie (pouvoir à M. PELLETIER Thierry), Mme FOUCHER Sandy, Mme GOUSSEFF Valérie, M. FORNASERO Didier (pouvoir à Mme GOUSSEFF Valérie), M. GODILLOT Yannick

DECIDE :

- **D'AUTORISER** le versement d'un acompte sur subvention 2025 au CCAS de Pégomas pour la somme de 60 000 €, versement qui sera effectué en janvier 2025 sur le budget principal 2025,
- **DE DIRE** que les crédits seront inscrits au budget primitif 2025 – art 657362 « Subventions de fonctionnement versées au CCAS ».

4. ATTRIBUTION DE CHEQUES CADEAUX AU PERSONNEL COMMUNAL (DL2025_04)

4.1 EXPOSE DE MME LE MAIRE, RAPPORTEUR :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération du 22 mars 2022 fixant le principe d'attribution de chèques cadeaux en fin d'année pour les agents de la ville et du CCAS,

Considérant l'importance de reconnaître l'engagement et les missions essentielles réalisées par les agents de la ville et du CCAS,

Chaque agent éligible recevra un chèque cadeau d'une valeur de **75 €**, remis au cours du mois de décembre et chaque enfant éligible recevra un chèque cadeau d'une valeur de **40 €**, qui sera remis à l'occasion de l'arbre de Noël organisé par la commune.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- **D'APPLIQUER** le principe d'attribution de chèques cadeaux en fin d'année, tel que prévu par la délibération du 22 mars 2022 et mentionné dans le règlement intérieur.
- **DE MANDATER** Madame le Maire ou toute personne désignée à cet effet pour procéder à l'achat des chèques cadeaux auprès du prestataire sélectionné et d'organiser leur distribution dans le cadre des festivités de fin d'année.
- **D'INSCRIRE** la dépense correspondante à l'article 6488 du budget communal.

4.2 DISCUSSION :

Pas d'observation

4.3 DECISION :

Le conseil municipal ouï cet exposé et après en avoir délibéré par **26 VOIX POUR**

Mme SIMON Florence, M. VOGEL Dominique, Mme DUPUY Martine, M. COMBE Marc, Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, M. BERNARDI Serge, Mme MEY Josiane, M. BERTAINA Jean-Pierre, Mme BOURLIER Sandra, Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. KARALIC Yves (pouvoir à M. Jean-Pierre BERTAINA), M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme JOURNO Sarah (pouvoir à M. Serge BERNARDI), Mme POGGIOLI Isabelle, M. VAUTE Cédric, Mme CREACH Julie (pouvoir à M.

PELLETIER Thierry), Mme FOUCHER Sandy, Mme GOUSSEFF Valérie, M. FORNASERO Didier (pouvoir à Mme GOUSSEFF Valérie), M. GODILLOT Yannick

DECIDE :

- **D'APPLIQUER** le principe d'attribution de chèques cadeaux en fin d'année, tel que prévu par la délibération du 22 mars 2022 et mentionné dans le règlement intérieur.
- **DE MANDATER** Madame le Maire ou toute personne désignée à cet effet pour procéder à l'achat des chèques cadeaux auprès du prestataire sélectionné et d'organiser leur distribution dans le cadre des festivités de fin d'année.
- **D'INSCRIRE** la dépense correspondante à l'article 6488 du budget communal.

5. NOUVELLE CATEGORIE D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS AU 1^{ER} JANVIER 2025 (DL2025_05)

5.1 EXPOSE DE MME LE MAIRE, RAPPORTEUR :

Conformément aux dispositions de l'instruction comptable M57, les immobilisations corporelles et incorporelles inscrites à l'actif du bilan des collectivités locales doivent être amorties sur leur durée d'utilisation prévisible.

Le projet de construction d'un bâtiment destiné aux activités sportives et de loisirs étant réalisé, il est nécessaire d'intégrer ce bâtiment au patrimoine amortissable de la commune.

- Ce bâtiment est inscrit au patrimoine de la commune à compter de sa mise en service en 2025.
- La durée d'amortissement sera fixée conformément aux règles comptables applicables et en fonction de la durée prévisionnelle d'utilisation du bien.

Désignation	Nature comptable du bien	Durée amortissement en années	Modalités d'amortissement
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	21314	50	Prorata temporis
Désignation	Nature comptable du bien	Durée amortissement en années	Modalités d'amortissement
BIENS DE FAIBLE VALEUR			
Biens < 1 000 € TTC		1	Année d'acquisition
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
FRAIS D ETUDES	2031	5	Prorata temporis
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	204		
Biens mobiliers, matériel, études	204xxx	5	Prorata temporis
LOGICIELS	2051	2	Prorata temporis
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
PLANTATIONS	2121	15	Prorata temporis
AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENT DE TERRAINS	2128	20	Prorata temporis
IMMEUBLES DE RAPPORT	21321	30	Prorata temporis
INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS			
Bâtiments légers et abris		20	Prorata temporis
Bâtiments publics	21351	20	Prorata temporis
Bâtiments privés	21352	20	Prorata temporis
INSTALLATIONS DE VOIRIE	2152	5	Prorata temporis
RESEAUX CABLES (Vidéoprotection)	21533	25	Prorata temporis
RESEAUX CABLES (Electrification)	21534	25	Prorata temporis
AUTRES RESEAUX (Eclairage public)	21538	25	Prorata temporis
AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE	21568	25	Prorata temporis
AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	21578	15	Prorata temporis
AUTRES INSTALLATIONS, OUTILLAGE ET MATERIEL TECHNIQUES	2158	10	Prorata temporis
MATERIEL DE TRANSPORT	21828	8	Prorata temporis
MATERIEL INFORMATIQUE		5	Prorata temporis
Matériel informatique scolaire	21831	5	Prorata temporis
Autre matériel informatique	21838	5	Prorata temporis
MOBILIER		10	Prorata temporis
Matériel de bureau et mobilier scolaires	21841	10	Prorata temporis
Autres matériels de bureau et mobiliers	21848	10	Prorata temporis
Matériel de téléphonie	2185	5	Prorata temporis
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2188	10	Prorata temporis
Coffre-forts, armoire fortes , ignifugées	2188	25	Prorata temporis
Terrains de gisement (mines et carrières)		Sur la durée du contrat d'exploitation	Prorata temporis
Constructions sur sol d'autrui		Sur la durée du bail à construction	Prorata temporis

5.2 DISCUSSION :

Mme GOUSSEFF : quel était le montant prévu au budget pour cette construction ?

Mme le Maire : le montant de la construction était de 2 500 000 € HT, sans dépassement, et la durée sera de 50 ans.

5.3 DECISION :

Le conseil municipal ouï cet exposé et après en avoir délibéré par **26 VOIX POUR**

Mme SIMON Florence, M. VOGEL Dominique, Mme DUPUY Martine, M. COMBE Marc, Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, M. BERNARDI Serge, Mme MEY Josiane, M. BERTAINA Jean-Pierre, Mme BOURLIER Sandra, Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. KARALIC Yves (pouvoir à M. Jean-Pierre BERTAINA), M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme JOURNO Sarah (pouvoir à M. Serge BERNARDI), Mme POGGIOLI Isabelle, M. VAUTE Cédric, Mme CREACH Julie (pouvoir à M. PELLETIER Thierry), Mme FOUCHER Sandy, Mme GOUSSEFF Valérie, M. FORNASERO Didier (pouvoir à Mme GOUSSEFF Valérie), M. GODILLOT Yannick

DECIDE :

- **D'AJOUTER une catégorie de bien amortissable** dans le cadre de l'instruction comptable M57, dénommée « **Bâtiments culturels et sportifs** », destinée à inclure les infrastructures construites ou acquises par la commune dans ce domaine (nature comptable du bien : 21314).
- **D'APPROUVER l'intégration du bâtiment culturel et sportif communal, réalisé en 2024, dans cette nouvelle catégorie d'immobilisation amortissable.**
- **DE MANDATER Madame le Maire** ou toute personne désignée à cet effet pour : procéder aux inscriptions nécessaires dans les documents comptables de la commune, veiller à la mise en œuvre des règles d'amortissement en conformité avec l'instruction comptable M57 et informer le trésorier municipal de cette décision.

POLE EDUCATION ENFANCE JEUNESSE – PETITE ENFANCE

6. MODIFICATION DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT « LA COQUILLE » - FOURNITURE DES COUCHES A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2025 (DL2025_06)

6.1 EXPOSE DE M. MARC COMBE, RAPPORTEUR :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants,

L'Établissement d'Accueil municipal de Jeunes Enfants multi-accueil (EAJE) « la Coquille » est réservé à l'accueil des enfants de 2 mois et demi à 4 ans et propose un service d'accueil collectif et un service d'accueil familial.

Afin d'offrir un service supplémentaire aux familles et bénéficier d'une bonification de la prestation de service unique versée par la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes (CAFAM), l'EAJE fournira les couches pour le multi-accueil familial et collectif.

Le montant horaire de la prestation de service unique (PSU) versée par la CAFAM passera de 5,68 €/h à 6,14 €/h, ce qui engendrera une recette supplémentaire.

Considérant que les tarifs des couches ont été négociés, la charge supplémentaire sera largement couverte par la bonification de la PSU.

Le règlement intérieur du multi-accueil collectif et familial de la structure « la Coquille » doit donc être rectifié en conséquence pour intégrer ce nouveau service :

L'alinéa 5 du point « 3.2-Vie quotidienne » est modifié comme suit :

« La fourniture des couches et des produits d'hygiène :

Les couches sont fournies à titre gratuit par la crèche et ne sont donc pas incluses dans la participation facturée aux familles. Si une famille, pour quelque raison que ce soit, refuse les couches fournies par la structure, elle devra amener les couches, en quantité suffisante, sans aucune minoration de sa participation financière. »

Il est proposé au conseil municipal :

- **D'ADOPTER** les modifications du règlement de fonctionnement de la structure « la Coquille » à compter du 1^{er} janvier 2025,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à le signer ainsi que tout document afférent à ces modifications.

6.2 DISCUSSION :

Pas d'observation

6.3 DECISION :

Le conseil municipal ouï cet exposé et après en avoir délibéré par **26 VOIX**

Mme SIMON Florence, M. VOGEL Dominique, Mme DUPUY Martine, M. COMBE Marc, Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, M. BERNARDI Serge, Mme MEY Josiane, M. BERTAINA Jean-Pierre, Mme BOURLIER Sandra, Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. KARALIC Yves (pouvoir à M. Jean-Pierre BERTAINA), M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme JOURNO Sarah (pouvoir à M. Serge BERNARDI), Mme POGGIOLI Isabelle, M. VAUTE Cédric, Mme CREACH Julie (pouvoir à M. PELLETIER Thierry), Mme FOUCHER Sandy, Mme GOUSSEFF Valérie, M. FORNASERO Didier (pouvoir à Mme GOUSSEFF Valérie), M. GODILLOT Yannick

DECIDE :

- **D'ADOPTER** les modifications du règlement de fonctionnement de la structure « la Coquille » à compter du 1^{er} janvier 2025,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à le signer ainsi que tout document afférent à ces modifications.

INTERCOMMUNALITE

7. COMMUNICATION DES RAPPORTS ANNUELS DES SYNDICATS INTERCOMMUNAUX ET DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE (DL2025_07)

7.1 EXPOSE DE M. MARC COMBE, RAPPORTEUR :

VU le code général des collectivités territoriales

Les rapports annuels des syndicats intercommunaux dont la commune est membre et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ont été communiqués par ces structures à savoir :

SICTIAM

- Rapport d'activités 2023

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

- Rapport d'activités 2023
- Rapport Développement Durable 2023
- Rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau et de l'assainissement 2023
- Rapport sur le prix et la qualité du service de collecte et de traitement des déchets ménagers 2023

SICASIL

- Rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau potable 2023

SMIAGE

- Rapport d'activité 2023

SMED

- Rapport annuel sur le prix et la qualité du service du traitement des déchets 2023

Le conseil municipal est appelé à prendre connaissance desdits rapports annuels et à faire part de ses éventuelles observations.

Les rapports ont été mis à la disposition des élus.

Il est proposé au conseil municipal :

- **DE PRENDRE ACTE** de la présentation desdits rapports.

7.2 DISCUSSION :

Pas d'observation

7.3 DECISION :

Le conseil municipal ouï cet exposé et après en avoir délibéré par **26 VOIX POUR**

Mme SIMON Florence, M. VOGEL Dominique, Mme DUPUY Martine, M. COMBE Marc, Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, M. BERNARDI Serge, Mme MEY Josiane, M. BERTAINA Jean-Pierre, Mme BOURLIER Sandra, Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. KARALIC Yves (pouvoir à M. Jean-Pierre BERTAINA), M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme JOURNO Sarah (pouvoir à M. Serge BERNARDI), Mme POGGIOLI Isabelle, M. VAUTE Cédric, Mme CREACH Julie (pouvoir à M. PELLETIER Thierry), Mme FOUCHER Sandy, Mme GOUSSEFF Valérie, M. FORNASERO Didier (pouvoir à Mme GOUSSEFF Valérie), M. GODILLOT Yannick

DECIDE :

- **DE PRENDRE ACTE** de la présentation desdits rapports.

RESSOURCES HUMAINES

8. CREATION D'UN EMPLOI FONCTIONNEL DE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES (DL2024_08)

8.1 EXPOSE DE MADAME LE MAIRE, RAPPORTEUR :

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L313-1,

Vu le décret 87-1101 du 30 décembre 1987 modifié, portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux assimilés,

Vu le décret 87-1102 du 30 décembre 1987 modifié, relatif à l'échelonnement indiciaire à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux assimilés,

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique susvisé, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité de doter la collectivité d'un emploi de direction qui aura pour mission de diriger, sous l'autorité du Maire, l'ensemble des services et d'en coordonner l'organisation, il convient de créer un emploi fonctionnel de Directeur Général des Services. Il participera activement à la déclinaison des objectifs stratégiques de la municipalité en objectifs opérationnels et impulsera des actions de modernisation du service public.

Le Maire propose au conseil municipal :

La création d'un emploi fonctionnel de Directeur Général des Services, assimilé, compte tenu de la population de la Commune à un emploi de Directeur Général des Services d'une commune de plus de 2 000 habitants, à temps complet, à compter du 1^{er} février 2025.

Cet emploi pourra être pourvu :

- par un fonctionnaire titulaire relevant du cadre d'emplois des attachés

ou

- par le recrutement par voie de détachement d'un fonctionnaire de catégorie A de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique hospitalière.

L'agent détaché ou recruté par la voie de détachement sur l'emploi de directeur général des services percevra la rémunération prévue par le statut de la fonction publique territoriale de la grille indiciaire de l'emploi fonctionnel créé, sauf si son indice de grade est supérieur à l'indice brut terminal de l'emploi occupé.

Il pourra bénéficier de la prime de responsabilité des emplois de direction prévue par le décret 88-631 du 6 mai 1988, au taux défini par le Maire et dans la limite du taux maximal de 15%.

Il bénéficiera également de la NBI et du RIFSEEP, et d'éventuels avantages en nature liés à sa fonction (logement, voiture, frais de représentation).

Il est proposé au conseil municipal :

- **D'ADOPTER** cette proposition,
- **DE MODIFIER** en conséquence le tableau des emplois,
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

8.2 DISCUSSION :

Pas d'observation

8.3 DECISION :

Le conseil municipal ouï cet exposé et après en avoir délibéré par **26 VOIX POUR**

Mme SIMON Florence, M. VOGEL Dominique, Mme DUPUY Martine, M. COMBE Marc, Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, M. BERNARDI Serge, Mme MEY Josiane, M. BERTAINA Jean-Pierre, Mme BOURLIER Sandra, Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. KARALIC Yves (pouvoir à M. Jean-Pierre BERTAINA), M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme JOURNO Sarah (pouvoir à M. Serge BERNARDI), Mme POGGIOLI Isabelle, M. VAUTE Cédric, Mme CREACH Julie (pouvoir à M. PELLETIER Thierry), Mme FOUCHER Sandy, Mme GOUSSEFF Valérie, M. FORNASERO Didier (pouvoir à Mme GOUSSEFF Valérie), M. GODILLOT Yannick

DECIDE :

- **D'ADOPTER** cette proposition,
- **DE MODIFIER** en conséquence le tableau des emplois,
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 h 53.

Ont signé le présent procès-verbal :

<p>Mme Florence SIMON</p>  <p>Maire de Pégomas</p>	<p>Mme Martine UBALDI</p>  <p>Secrétaire de séance</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------